



Annexe 1 : La qualité des données statistiques disponibles

Annexe 2 : Tableaux statistiques récapitulatifs

**Tableau 1 : Contexte démographique et macro-économique,
durée des cycles d'enseignement**

Tableau 2 : Indicateurs EPT

Tableau 3 : Diagnostic du système

**Tableau 4 : Indicateurs financiers et paramètres
de l'éducation primaire**

Sauf indication particulière, les indicateurs scolaires présentés dans ces tableaux sont relatifs à l'année scolaire 2004/05, les autres années sont identifiables par le code suivant :

- a) 2000/01
- b) 2001/02
- c) 2002/03
- d) 2003/04
- e) 2005/06

Annexe 3 : Liste des sigles et acronymes

1. La qualité des données statistiques disponibles

L'ampleur des outils statistiques mobilisés dans ce rapport justifie une interrogation sur la qualité des données disponibles et par la même sur leurs modalités de production. Cette interrogation doit couvrir le champ des données administratives, dont la production incombe en général aux ministères chargés de l'éducation, et celui des données démographiques ou encore socio-économiques, quand il s'agit de mettre en perspective les résultats de « l'école » et les réalités socio-économiques d'un pays.

L'analyse des enjeux actuels et futurs liés à la disponibilité de statistiques fiables dans un cadre cohérent de production est de plus en plus un préalable à l'implication des partenaires au développement dans des programmes régionaux ou nationaux. Ce constat est peut-être la raison pour laquelle les gouvernements africains attachent aujourd'hui une plus grande importance à l'amélioration qualitative de leurs systèmes statistiques dans un contexte où l'efficacité de l'aide au développement est aujourd'hui au cœur du débat et met en avant la nécessité d'une gestion axée sur les résultats. Ce changement est forcément tributaire de la disponibilité d'indicateurs de suivi-évaluation, eux-mêmes alimentés par des données statistiques de qualité qui malheureusement ne sont pas toujours au rendez-vous. Cette volonté des gouvernements de moderniser « l'outil statistique » dépasse largement le seul secteur de l'éducation et de nombreux pays se sont engagés¹ dans la conception de nouvelles Stratégies Nationales de Développement de la Statistique (SNDS). L'adoption d'une SNDS s'inscrit dans la démarche d'élaboration des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) car dans de nombreux pays, le suivi des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et la mise en place de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP) augmentent significativement les besoins en informations dans les secteurs sociaux et tout particulièrement dans celui de l'éducation.

Les missions fondamentales d'un système d'information doivent viser à satisfaire les utilisateurs et donc à rendre disponibles régulièrement et dans des délais raisonnables des données statistiques fiables, pertinentes et comparables² dans les champs qu'il est censé couvrir. Pour le secteur éducatif, ces missions sont donc fondamentalement intégrées aux objectifs de l'EPT et plus généralement à ceux des ODM. L'atteinte de ces objectifs passe donc nécessairement par le renforcement des capacités nationales, car les données publiées internationalement³ tirent leur label de celle des données nationales.

Les données administratives sont en général obtenues par des recensements scolaires annuels ce qui en assure donc théoriquement l'exhaustivité. Pratiquement, ce n'est pas toujours le cas et l'on constate fréquemment des problèmes de couverture statistique en particulier pour l'enseignement secondaire ou technique et professionnel. Ces problèmes sont encore plus criants pour ce qui concerne l'enseignement privé, du fait de la réticence fréquente des chefs d'établissement à participer à une campagne statistique qu'ils perçoivent plutôt comme un contrôle administratif.

La qualité des données peut aussi être remise en cause sur plusieurs aspects liés à la collecte des données et à leur traitement statistique qui va du contrôle de cohérence à la mise en œuvre de procédures adéquates pour l'imputation des données manquantes, très rarement implémentées dans les pays. Parmi les indicateurs publiés, les taux de scolarisation (nets ou bruts) et plus généralement les indicateurs d'accès, sont fortement dépendants de la qualité des données démographiques qui sont, en règle générale des estimations, projections plus ou moins fiables issues des données du dernier RGPH⁴. Par ailleurs, la stabilité dans le temps de la qualité des données a de fortes conséquences sur la qualité des analyses longitudinales. Dans de nombreux pays, la variabilité des chiffres d'une année sur l'autre rend les projections hasardeuses.

Si les ministères de l'éducation sont souvent responsables de la « chaîne statistique » liée aux données administratives, ils sont loin d'être les seuls à publier des « chiffres ». De nombreuses structures, services ministériels, ONG, bailleurs de fonds, etc., produisent ou diffusent des statistiques, souvent sous forme d'indicateurs agrégés, mais aussi parfois sous forme de

1 Avec en particulier les conseils de PARIS21, l'appui de la BAD et le soutien d'AFRISTAT pour les pays francophones.

2 Idéalement, comparables dans le temps et dans l'espace, et donc internationalement.

3 Dont celles de l'ISU.

4 Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

données brutes. Ceci est particulièrement vrai depuis la généralisation dans les pays en développement des CSLP. L'ensemble de ces données secondaires⁵ constitue un potentiel important qui ne fait que rarement l'objet d'une analyse et d'une utilisation critique de la part des ministères chargés de l'éducation.

Tous les constats précédents tendent à recommander aux pays l'appropriation d'une « démarche qualité » dans la production et l'utilisation des statistiques. La promotion de pratiques visant l'amélioration de la qualité des données statistiques serait certainement un premier pas significatif vers cet objectif et l'évaluation des pratiques en cours peut se faire à l'aide d'une grille générique⁶.

Le renforcement des capacités nationales en matière de statistiques sectorielles se heurte souvent à la faible disponibilité, dans les ministères concernés, de ressources humaines techniquement compétentes dans les domaines de la production statistique. Cette pénurie pourrait être atténuée par un recours plus fréquent aux ressources disponibles dans les Instituts Nationaux de la Statistique (INS) par les ministères chargés des secteurs sociaux et en particulier de celui de l'éducation. Cependant, les INS ne s'intéressent que depuis peu aux statistiques sectorielles et, si la compétence technique existe, elle doit être actualisée et contextualisée à l'éclairage des enjeux de l'EPT et des spécificités sous-sectorielles.

Dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique, la plupart des sources de données inventoriées sont focalisées autour du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté mis en œuvre dans les pays. De nombreuses données sont redondantes et contribuent à la production d'indicateurs qui ne sont pas toujours cohérents entre eux. En première analyse, un problème de comparabilité des données publiées se pose. Une première réponse au problème peut être la publication systématique des métadonnées⁷ pour toutes les variables et indicateurs publiés. De telles publications ne sont pas habituelles en Afrique. Il convient certainement d'inciter les pays à faire une revue documentaire critique des données disponibles et des indicateurs qu'ils produisent. Par ailleurs et de façon corollaire à ce problème, l'absence ou la sous-utilisation de normes et de nomenclatures contribuent fortement à réduire la comparabilité.

La modernisation des outils statistiques nationaux devrait, en se référant au CEQD Education passer prioritairement par (i) une analyse documentaire des textes régissant la collecte des données statistiques de l'éducation (ii) une revue critique des outils de collecte utilisés (iii) une analyse technique de la chaîne de traitement statistique (matérielle et organisationnelle) (iv) une évaluation du degré de décentralisation du « processus statistique » (v) une analyse de l'intégration des statistiques sectorielles de l'éducation dans le schéma plus global des SNDS. Les études diagnostiques qui résulteraient de ces différentes étapes dégageraient les articulations indispensables entre la statistique sectorielle de l'éducation et celle plus générale produite par les INS. La comparabilité internationale⁸ des données est un souci majeur pour de nombreux partenaires et en particulier pour l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU). Dans ce contexte, un effort devrait être fait par les pays pour améliorer le retour et la complétude des questionnaires annuels de l'ISU. Le développement, à terme, du concept de « compte satellite » de l'éducation devrait contribuer fortement à améliorer la fourniture des données relatives aux finances de l'éducation.

5 Le plus souvent issues (i) des enquêtes permanentes sur les conditions de vie des ménages (EPCV) (ii) des enquêtes démographiques et santé (EDS) (iii) des enquêtes à indicateurs multiples (MICS) (iv) dans certains pays des systèmes d'information sur le VIH/SIDA.

6 Synthétisée sous le nom générique de Data Quality Assessment Framework (DQAF)/Cadre d'Evaluation de la Qualité des Données (CEQD) par le FMI. L'application de cette grille au domaine de l'Éducation, résultat d'un travail conjoint de l'ISU et de la Banque Mondiale, est un outil majeur pour la mise en œuvre de techniques statistiques reconnues internationalement qui visent à normaliser les résultats et méthodes statistiques afin de tendre à une meilleure comparabilité régionale.

7 Les métadonnées comprennent en particulier la documentation des concepts, les champs d'application, les classifications, les bases d'enregistrement, les sources et les techniques statistiques employées, etc.

8 Un effort tout particulier doit être fait pour améliorer l'utilisation et l'appropriation par les services concernés de la classification internationale dans la production et le traitement des données statistiques de l'éducation (CITE).

2. Tableaux statistiques récapitulatifs

Tableau 1 : Contexte démographique et macro-économique, durée des cycles d'enseignement

Pays	Contexte démographique et macro-économique 2004					Age et durée de scolarisation				
	PIB/habitant (\$ E.U.)	Population totale	% de la population d'âge scolaire (primaire)	Taux de prévalence du VIH/SIDA (15-49 ans)	Indice de développement humain (classement/177)	Age d'entrée au pré primaire	Durée pré primaire	Durée Primaire	Durée Secondaire 1 ^{er} cycle	Durée Secondaire 2 nd cycle
Algérie	2 616	32 358	12,1	0,1	102	4	2	6	3	3
Angola	1 298	15 490	11,7	3,7	161	3	3	4	4	3
Bénin	498	8 177	16,8	1,8	163	4	2	6	4	3
Botswana	4 895	1 769	17,8	24,1	131	3	3	7	3	2
Burkina Faso	376	12 822	17,2	2,0	174	4	3	6	4	3
Burundi	90	7 282	16,8	3,3	169	4	3	6	4	3
Cameroun	919	16 038	16,0	5,4	144	4	2	6	4	3
Cap-Vert	1 915	495	15,5	-	106	3	3	6	2	4
RCA	334	3 986	16,6	10,7	172	3	3	6	4	3
Tchad	454	9 448	17,4	3,5	171	3	3	6	4	3
Comores	472	777	16,1	<0,1	132	3	3	6	4	3
Congo	1 129	3 883	17,5	5,3	140	3	3	6	4	3
Côte d'Ivoire	855	17 872	16,2	7,1	164	3	3	6	4	3
Rép. Dém. du Congo	118	55 853	17,1	3,2	167	3	3	6	2	4
Djibouti	851	779	16,2	3,1	148	4	2	6	4	3
Egypte	1 034	72 642	13,1	<0,1	111	4	2	6	3	3
Guinée Equatoriale	6 572	492	13,5	3,2	120	3	4	5	4	3
Erythrée	219	4 232	13,9	2,4	157	5	2	5	2	4
Ethiopie	107	75 600	21,6	4,4	170	4	3	8	2	2
Gabon	5 306	1 362	16,0	7,9	124	3	3	6	4	3
Gambie	281	1 478	14,9	2,4	155	3	4	6	3	3
Ghana	398	21 664	15,3	2,3	136	3	3	6	3	3
Guinée	381	9 202	16,1	1,5	160	3	4	6	4	3
Guinée-Bissau	182	1 540	16,6	3,8	173	4	3	6	3	2
Jamahiriya arabe libyenne	5 073	5 740	11,6	0,1	64	4	2	6	3	3
Kenya	466	33 467	18,4	6,1	152	3	3	6	2	4
Lesotho	765	1 798	18,1	23,2	149	3	3	7	3	2
Libéria	138	3 241	17,2	-	-	3	3	6	3	3
Madagascar	241	18 113	14,3	0,5	143	3	3	5	4	3
Malawi	144	12 608	23,1	14,1	166	3	3	8	2	2
Mali	371	13 124	17,3	1,7	175	3	4	6	3	3
Mauritanie	455	2 980	16,0	0,7	153	3	3	6	3	3
Maurice	4 911	1 233	10,0	0,6	63	3	2	6	3	4
Maroc	1614	31 020	12,3	0,1	123	4	2	6	3	3
Mozambique	286	19 424	19,4	16,1	168	3	3	7	2	3
Namibie	2716	2 009	20,3	19,6	125	3	3	7	3	2
Niger	228	13 499	16,9	1,1	177	4	3	6	4	3
Nigéria	560	128 709	16,8	3,9	159	3	3	6	3	3
Rwanda	208	8 882	16,3	3,1	158	4	3	6	3	3
Sao Tomé et Príncipe	407	153	14,9	-	127	4	3	6	2	3
Sénégal	673	11 386	16,2	0,9	156	4	3	6	4	3
Seychelles	8685	81	10,3	-	51	4	2	6	3	3
Sierra Leone	202	5 336	15,6	1,6	176	3	3	6	3	3
Somalie	-	7 964	18,4	0,9	-	3	3	7	2	2
Afrique du Sud	4507	47 208	15,2	18,8	121	6	1	7	2	3
Soudan	551	35 523	15,3	1,6	141	4	2	6	2	3
Swaziland	2333	1 034	19,7	33,4	146	3	3	7	3	2
Togo	344	5 988	16,6	3,2	147	3	3	6	4	3
Tunisie	2820	9 995	10,8	0,1	87	3	3	6	3	4
Ouganda	246	27 821	21,1	6,7	145	4	2	7	4	2
Rép. Unie de Tanzanie	288	37 627	18,7	6,5	162	5	2	7	4	2
Zambie	469	11 479	19,8	17,0	165	3	4	7	2	3
Zimbabwe	1388	12 936	18,8	20,1	151	3	3	7	2	4
Moyenne simple	1392	-	16,2	6,4	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 : Indicateurs EPT (2004/05 ou proche)

Pays	Indice africain de développement EPT		TBS du pré primaire (%)	Taux d'achèvement du primaire (%)	Indice de parité sur le TBS (%)	Taux d'alphabétisation des adultes (%)
	2005	2000				
Algérie	73	66	6,0	96	93	70
Angola	36	32	-	43(c)	71(c)	67
Bénin	34,5	22	5,4	65(e)	81(e)	35
Botswana	82	82	7,0	93	99	81
Burkina Faso	21	13	1,9	40(e)	90(e)	22
Burundi	34	28	1,8	36	86	59
Cameroun	51	51	24,7	62	85	68
Cap-Vert	78	82	53,6	95(d)	95(d)	76
RCA	22	23	4,0	31	69	49
Tchad	17	13	0,8	35(d)	67(d)	26
Comores	41	36	3,3	51	88	56
Congo	49	42	5,8	73	92	48
Côte d'Ivoire	33	30	3,2(c)	48(c)	79(c)	49
Rép. Dém. du Congo	-	-	-	-	-	67
Djibouti	33	30	1,0	32	82	65
Egypte	77	74	14,4	98	96	71
Guinée équatoriale	61	59	40,9	54	95	87
Erythrée	39	34	11,9	51	81	57
Ethiopie	35	26	2,2	36(e)	86(e)	42
Gabon	61	56	13,9(c)	66(c)	99(c)	71
Gambie	41	39	18,2(d)	63(d)	106(d)	38
Ghana	56	50	41,6	72	96	58
Guinée	36	23	6,8(e)	60(e)	84(e)	40
Guinée-Bissau	27	25	10,0(c)	38(c)	67(c)	54
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	-	-	-	82
Kenya	77	67	53,9	95	96	74
Lesotho	72	66	33,5	74	100	82
Libéria	-	-	-	-	-	-
Madagascar	55	42	7,6	58	96	71
Malawi	54	57	-	45	102	64
Mali	19	18	2,5	43	80	19
Mauritanie	40	39	1,7	45	101	51
Maurice	88	90	95,5	98	100	84
Maroc	53	43	53,6	80	89	52
Mozambique	31	20	-	42	85	46
Namibie	75	84	28,9	75	102	85
Niger	17	12	1,4	28	73	29
Nigéria	58	54	15,4(d)	76(d)	86(d)	67
Rwanda	43	34	2,5	38	102	65
Sao Tomé et Príncipe	75	55	32,2	77	98	79
Sénégal	36	29	7,9	50	97	39
Seychelles	95	94	101,5	106	100	92
Sierra Leone	33	24	4,2	61	81	35
Somalie	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	86	81	37,5(d)	100(d)	96(d)	82
Soudan	42	38	25,5	50	87	61
Swaziland	62	61	18,2	64	93	80
Togo	48	46	2,4	72	85	53
Tunisie	81	73	21,7	99	97	74
Ouganda	54	54	2,1	58	100	67
Rép. Unie de Tanzanie	53	53	28,7	55	96	69
Zambie	64	52	-	79	95	68
Zimbabwe	80	84	43,2	80	98	90
Moyenne simple	52	47	20	63	90	61

Tableau 3 : Diagnostic du système (2004/05 ou proche)

Pays	Primaire				Secondaire 1 ^{er} cycle			
	Taux brut de scolarisation	Taux brut d'admission	Taux de rétention pseudo-longitudinale	Taux de transition primaire-secondaire 1	Taux brut de scolarisation	Taux d'accès en 1 ^{ère} année	Taux d'accès en dernière année	Taux de transition secondaire 1-2
Algérie	112	101	99	91	100	87	74	59
Angola	70(c)	76(c)	57(c)	-	-	-	-	-
Bénin	96(e)	116(e)	85(e)	91(e)	48(e)	59(e)	27(e)	64(e)
Botswana	104	106	82	99	86	91	82	56
Burkina Faso	62(e)	79(e)	79(e)	49(e)	19(e)	20(e)	11(e)	46(e)
Burundi	85	88	49	50	17	18	8	70
Cameroun	117(d)	112(d)	64(d)	59(d)	35(d)	37(d)	33(d)	53(d)
Cap-Vert	112(d)	97(d)	69(d)	87(d)	93(d)	83(d)	66(d)	75(d)
RCA	75	76	64	56	15	17	8	65
Tchad	81(d)	105(d)	44(d)	71(d)	22(d)	25(d)	13(d)	73
Comores	85	70	70	85	41	43	28	82
Congo	112	95	77	77	62	56	39	36
Côte d'Ivoire	72(c)	72(c)	74(c)	60(c)	29(c)	29(c)	22(c)	58(c)
Rép. Dém. du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	40	43	74	98	28	31	20	64
Egypte	101	99	99	92	96	90	83	37
Guinée Equatoriale	131	105	36	-	40	-	-	-
Erythrée	65	59	75	87	44	44	34	67
Ethiopie	76(e)	141(e)	79(e)	84(e)	30(e)	30(e)	23(e)	19(e)
Gabon	132(b)	94(b)	63(b)	89(b)	61(b)	54(b)	34(b)	70(b)
Gambie	81(d)	89(d)	67(d)	100(d)	65(d)	62(d)	59(d)	53(d)
Ghana	88	95	76	94	64	68	53	42
Guinée	77	75	80	70	38	39	25	87
Guinée-Bissau	93(b)	122(b)	47(b)	82(b)	32(b)	30(b)	18(b)	80(b)
Jamahirija arabe libyenne	113	94	-	-	114	-	-	-
Kenya	114	118	83	97	71	93	31	95
Lesotho	131	123	64	74	47	54	30	83
Libéria	-	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	138	179	67	56	27	33	18	56
Malawi	110	156	30	42	19	19	18	76
Mali	69	68	77	80	35	33	21	40
Mauritanie	93	112	64	62	26	28	19	88
Maurice	101	99	95	82	85	83	80	97
Maroc	105	99	76	80	63	64	43	67
Mozambique	105	156	40	49	20	21	12	79
Namibie	99	98	78	99	75	74	56	55
Niger	47	58	71	65	12	18	6	51
Nigéria	99	117	73	-	37	-	-	-
Rwanda	100(a)	179(a)	-	56(a)	13(a)	13(a)	9(a)	96(a)
Sao Tomé et Príncipe	134	116	74	73	71	56	37	72
Sénégal	78	91	65	60	28	30	19	60
Seychelles	110	116	100	-	108	-	-	-
Sierra Leone	154	204	51	72	42	44	30	46
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	105(d)	114(d)	92(d)	89(d)	99(d)	89(d)	87(d)	98(d)
Soudan	60	67	76	91	45	45	43	58
Swaziland	105	115	80	95	53	61	35	97
Togo	104	90	72	84	62	61	42	50
Tunisie	109	100	97	93	94	92	69	95
Ouganda	123	157	27	43	23	25	20	43
Rép. Unie de Tanzanie	107	114	76	35	14	19	9	25
Zambie	113	126	77	55	45	43	40	42
Zimbabwe	97	118	76	71	55	57	52	95
Moyenne simple	98	106	71	75	50	48	35	65

	Secondaire 2 nd cycle			Technique	Supérieur	Source spécifique des données scolaires brutes	Pays
	Taux brut de scolarisation	Taux d'accès en 1 ^{ère} année	Taux d'accès en dernière année	Nbre d'élèves/étudiants pour 100 000 hbts			
46	43	28	1650	2335	ISU	Algérie	
-	-	-	508	311	ISU	Angola	
17(e)	18(e)	11(e)	366(e)	592(e)	Nationale	Bénin	
46	46	46	1505	576	ISU	Botswana	
5(e)	5(e)	3(e)	175(e)	218(e)	Nationale	Burkina Faso	
6	6	3	199	232	RESEN	Burundi	
19(d)	17(d)	10(d)	2533(d)	623(d)	RESEN	Cameroun	
47(d)	50(d)	30(d)	474(d)	790(d)	ISU	Cap-Vert	
7	6	6	94	94	RESEN	RCA	
11(d)	9(d)	9(d)	50(d)	117(d)	RESEN	Tchad	
27	23	21	22	235	ISU	Comores	
16	14	11	1348	440	RESEN	Congo	
15(c)	13(c)	12(c)	-	604(c)	ISU	Côte d'Ivoire	
-	-	-	-	-	-	République Dém. du Congo	
14	13	12	329	218	ISU	Djibouti	
31	30	28	262	3571	ISU	Egypte	
7	-	-	279	-	ISU	Guinée Equatoriale	
20	23	8	56	114	ISU	Erythrée	
4(e)	4(e)	3(e)	-	233	ISU	Ethiopie	
25(b)	24(b)	17(b)	585(b)	615(b)	ISU	Gabon	
26(d)	31(d)	21(d)	154(d)	109(d)	ISU	Gambie	
21	23	18	99	330	ISU	Ghana	
20	22	10	91	280	RESEN	Guinée	
16(b)	15(b)	12(b)	-	35(b)	Pôle de Dakar	Guinée-Bissau	
32	-	-	4620	6795	ISU	Jamahiriya arabe libyenne	
27	30	23	-	331	ISU	Kenya	
24	25	18	114	339	ISU	Lesotho	
-	-	-	-	-	ISU	Libéria	
9	10	6	-	248	ISU	Madagascar	
14	14	13	-	41	ISU	Malawi	
10	8	6	348	278	ISU	Mali	
19	17	16	218	294	ISU	Mauritanie	
71	78	37	2022	1367	ISU	Maurice	
31	28	22	715	1183	ISU	Maroc	
7	10	3	130	146	ISU	Mozambique	
31	31	30	-	614	ISU	Namibie	
3	3	2	37	80	ISU	Niger	
32	-	-	-	1024	ISU	Nigéria	
9(a)	8(a)	7(a)	248(a)	297(a)	ISU	Rwanda	
26	27	16	52	128	ISU	Sao Tomé et Príncipe	
11	12	8	52	470	Nationale	Sénégal	
93	-	-	-	-	ISU	Seychelles	
13	14	9	535	312	RESEN	Sierra Leone	
-	-	-	-	-	-	Somalie	
80(d)	85(d)	46(d)	973(d)	1530(d)	ISU	Afrique du Sud	
26	25	23	50	637	ISU	Soudan	
33	34	26	70	570	ISU	Swaziland	
20	21	9	338	372	ISU	Togo	
64	65	44	943	3117	ISU	Tunisie	
9	9	8	115	329	ISU	Ouganda	
2	2	2	-	116	ISU	République Unie de Tanzanie	
17	17	16	68	229	ISU	Zambie	
27	50	5	7	471	ISU	Zimbabwe	
24	23	16	561	708		Moyenne simple	

Tableau 4 : Indicateurs financiers (2003/04 ou proche) et paramètres de l'éducation primaire

Pays	Mobilisation des ressources		Répartition du budget éducation			Coût par élève (en % du PIB/habitant)		
	Recettes publiques internes en % du PIB	% de l'éducation dans les ressources	% du primaire (ajusté à 6 ans)	% du secondaire (ajusté à 7 ans)	% du supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
Algérie	40,9	8,7	44,2	-	-	11	-	-
Angola	37,5	6,7	51,7	-	-	8	-	-
Bénin	16,4	22,6	50,7	27,5	22,1	11	19	149
Botswana	37,5	4,9	43,7	37,7	18,6	6	6	90
Burkina Faso	12,8	21,9	62,0	19,0	19,0	19	47	550
Burundi	20,1	18,0	46,3	28,4	25,3	15	65	719
Cameroun	15,2	16,3	40,0	45,0	15,0	6	29	73
Cap-Vert	24,8	20,7	44,2	37,1	18,7	18	22	285
RCA	8,4	17,3	49,5	27,5	23,0	7	23	225
Tchad	10,5	13,1	49,6	29,1	21,3	5	19	339
Comores	15,6	19,6	45,7	46,7	7,7	12	30	130
Congo	19,1	15,8	28,6	41,6	29,8	5	21	183
Côte d'Ivoire	17,5	24,5	46,6	37,4	16,0	17	48	137
Rép. Dém. du Congo	9,5	7,1	32,2	34,9	32,8	3	-	-
Djibouti	28,7	23,5	50,6	-	-	-	-	-
Egypte	23,0	5,9	40,4	20,7	38,9	9	-	-
Guinée équatoriale	32,6	-	-	-	-	-	-	-
Erythrée	27,5	7,5	32,1	49,8	18,1	12	36	445
Ethiopie	17,0	15,9	54,9	26,1	18,9	13	-	-
Gabon	30,1	16,1	35,6	38,9	25,5	5	14	52
Gambie	20,9	16,0	49,8	-	-	18	-	-
Ghana	23,8	25,3	34,4	-	-	18	-	-
Guinée	11,1	18,4	44,4	30,8	24,8	9	14	231
Guinée-Bissau	17,2	11,7	33,3	43,0	23,7	7	14	121
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	40,4	39,3	20,3	11	-	-
Kenya	21,2	27,4	41,6	-	-	9	22	266
Lesotho	49,7	24,2	34,5	29,5	36,0	18	47	578
Libéria	14,8	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	12,0	23,4	59,2	24,4	16,5	8	36	189
Malawi	23,2	16,1	45,4	36,4	18,2	8	28	149
Mali	17,4	23,4	35,3	48,4	16,3	11	50	193
Mauritanie	24,0	13,0	44,2	38,9	16,9	13	47	121
Maurice	19,9	18,3	36,5	45,8	17,7	9	14	49
Maroc	25,8	23,2	36,6	47,1	16,3	21	44	111
Mozambique	12,6	21,0	48,0	30,0	21,9	10	32	791
Namibie	30,2	18,5	55,4	35,9	8,7	21	25	93
Niger	11,2	24,1	60,0	26,7	13,3	20	61	515
Nigéria	26,7	8,6	29,1	51,2	19,7	14	-	-
Rwanda	13,9	18,9	43,2	19,6	37,3	8	59	787
Sao Tomé et Príncipe	18,5	-	-	-	-	-	-	-
Sénégal	18,5	22,1	44,0	28,4	27,7	14	20	296
Seychelles	50,0	13,0	35,6	46,9	17,4	15	15	-
Sierra Leone	24,8	19,4	48,2	29,8	22,0	9	30	278
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	24,0	21,5	41,0	43,5	15,5	14	18	53
Soudan	13,2	16,2	46,0	-	-	10	-	-
Swaziland	30,7	13,7	22,6	51,9	25,5	11	29	246
Togo	16,9	20,8	50,0	35,0	15,0	13	20	112
Tunisie	28,5	20,5	33,3	45,0	21,7	16	26	68
Ouganda	12,7	30,1	47,2	-	-	10	-	-
Rép. Unie de Tanzanie	11,8	29,7	55,1	-	-	16	-	-
Zambie	18,2	11,1	45,6	35,0	19,4	7	19	164
Zimbabwe	33,8	30,1	60,6	-	-	16	24	201
Moyenne simple	22	18	44	36	21	12	30	257

(2004/05 ou proche)

% de ressources publiques pour les 10% les plus éduqués	Indicateurs Fast Track (primaire)					Source spécifique des données financières
	Rapport élèves-enseignant	Salaire moyen des enseignants publics (en unités de PIB/hbt)	% des dépenses courantes hors salaires des enseignants	% de redoublants	% d'élèves dans le privé	
-	25	-	-	11,2	0,0	FMI, ISU
-	-	1,5	19,0	22,2(c)	5,0(c)	FMI, ISU
45	43(e)	3,6	42,1	7,8(e)	13,0(e)	FMI, Modèle de simulation financière
25	26	-	-	4,8	5,1	FMI, ISU
60	52(e)	5,7	30,6	5,3(e)	13,8(e)	FMI, RESEN
60	49	6,8	12,0	30,4	1,4	RESEN
38	48	3,6	25,0	25,8	23,7	RESEN
25	26(d)	-	-	12,8(d)	0,0(d)	FMI, FTI, ISU
63	83	4,9	33,0	29,6	10,0	RESEN
67	63(d)	2,3	37,2	24,8(d)	31,2(d)	RESEN
30	35	-	-	27,1	10,0	FMI, ISU
46	83	1,8	66,3	23,2	26,5	RESEN
40	42(c)	4,8	23,0	17,6(c)	10,9(c)	FMI, ISU
52	-	1,0	10,3	-	-	FMI, RESEN
-	35	5,7	38,0	9,5	14,7	FMI, FTI, ISU
-	22	-	-	2,2	8,0	FMI, ISU
-	32	-	-	28,9	29,9	FMI, ISU
40	48	7,7	29,6	12,7	7,9	FMI, ISU
65	72	6,7	30,7	7,0(e)	3,7(e)	FMI, Modèle de simulation financière
28	36(c)	-	-	34,4(c)	29,3(c)	FMI, ISU
-	35(d)	3,7	23,0	9,7(d)	2,6(d)	FMI, FTI
-	33	4,0	26,4	5,8	20,5	Estimation Pôle (d'après Secretariat FTI)
41	45(e)	2,3	45,7	8,7(e)	20,6(e)	Modèle de simulation financière
26	38(c)	1,9	30,7	21,1(c)	19,4(c)	Modèle de simulation financière
-	-	-	-	-	2,5	FMI, ISU
34	40	5,3	10,0	5,8	4,5	FMI, FTI, ISU
31	42	6,6	30,8	18,8	0,3	FMI, RESEN
-	-	-	-	-	-	
45	54	3,1	38,9	18,3	18,9	Modèle de simulation financière
-	64	4,0	14,0	20,2	0,9	FMI, FTI, ISU
47	54	4,3	45,5	19,0	37,0	RESEN
36	40	3,1	31,8	10,1	8,0	RESEN
19	22	-	-	4,8	25,1	FMI, ISU
26	27	3,4	10,5	12,7	6,6	FMI, ISU
37	66	5,2	20,9	10,4	2,4	Modèle de simulation financière
20	33	-	-	15,1	3,9	FMI, ISU
63	44	6,1	35,9	5,3	4,1	FMI, RESEN
-	37(d)	4,9	9,1	2,6(d)	-	FMI, ISU
68	62	3,8	27,9	19,2	0,8	Modèle de simulation financière
-	31	-	-	23,5	-	
37	47	4,2	16,8	11,9	11,2	Modèle de simulation financière
-	14	1,7	35,2	-	4,7	FMI, ISU
57	67	3,9	31,0	12,0	5,0	RESEN
-	-	-	-	-	-	
17	36(d)	-	9,8	8,0(d)	2,0(d)	FMI, ISU
-	28	2,2	22,5	1,7	5,3	FMI, Banque Mondiale
34	32	-	-	14,3	-	FMI, ISU
45	34	5,0	25,2	22,9	41,7	FMI, ISU
16	21	-	-	8,5	1,0	FMI, ISU
-	50	2,9	26,2	13,1	9,1	Banque Mondiale
-	58	3,6	13,1	4,0	0,9	Estimation Pôle (d'après Secretariat FTI)
31	51	2,7	21,7	6,3	3,4	FMI, ISU
23	39	6,1	25,0	0,0	86,9	FMI, Banque Mondiale
40	43	4,1	27	14	13	

3. Liste des sigles et acronymes

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AFD	Agence Française de Développement
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AGEPA	Amélioration de la gestion de l'éducation dans les pays africains
ANCEFA	African Network Campaign on Education For All (Réseau africain de la campagne pour l'éducation pour tous)
APD	Aides publiques au développement
APE	Association de parents d'élèves
BIT	Bureau international du travail
BREDA	Bureau régional pour l'éducation en Afrique de l'UNESCO
CCONG	Consultation collective des organisations non-gouvernementales
CDMT	Cadre des dépenses à moyen terme
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale
CME	Campagne mondiale pour l'éducation
COMEDAF	Conférence des ministres de l'éducation africains
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage
CREFEME	Centre de Recherche et de Formation en Evaluation et Management de l'Education - Rabat
DIAL	Développement Institutions et Analyses de Long terme
EDS	Enquête démographique et de Santé
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EPT	Education pour tous
EQJA	Éducation qualifiante des jeunes et des adultes
FOAD	Formation Ouverte et À Distance
FTI	Fast Track Initiative (Mise en œuvre accélérée de l'Education Pour Tous)
ISU	Institut de Statistique de l'UNESCO
LAMP	Literacy Assessment and Monitoring Program
LIFE	Initiative pour l'Alphabétisation : Savoir pour pouvoir
MICS	Multiple indicators cluster survey (Programme d'Enquête par échantillonnage à indicateurs multiples)
MLA	Monitoring learning achievement (Programme de suivi des acquis scolaires de l'UNESCO)
NEPAD	New partnership for Africa's development (nouveau partenariat pour le développement en Afrique)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODM	Objectif de développement du millénaire

OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation non-gouvernementale
OUA	Organisation de l'unité africaine
PALOP	Pays africains de langue officielle portugaise
PARSAT	Programme d'appui régional à la statistique
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
PIB	Produit intérieur brut
PIRLS	Programme international de recherche en lecture scolaire Progress in International Literacy Study
PISA	Programme for International Student Assessment of the OECD (Programme d'évaluation des acquis des élèves de l'OCDE)
PPTE	Pays pauvres très endettés
PTF	Partenaires techniques et financiers
QIBB	Questionnaires des indicateurs de base du bien-être
REM	Ratio élèves-maître
RESEN	Rapport d'état d'un système éducatif national
SACMEQ	Southern Africa consortium of monitoring education quality (Consortium de l'Afrique australe pour le suivi de la qualité de l'éducation)
SADC	Southern African Development Community (communauté pour le développement de l'Afrique Australe)
SEIA	Conférence on Secondary Education in Africa (conférence sur l'enseignement secondaire en Afrique)
SPU	Scolarisation primaire universelle
TAP	Taux d'achèvement du primaire
TBA	Taux brut d'admission
TBS	Taux brut de scolarisation
TICE	Technologies de l'information et de la communication
TIMSS	Trends in International Mathematics and Science Study (Programme d'étude international sur le niveau en mathématiques et en sciences)
UA	Union africaine
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	United States Agency for International Development (Agence des Etats-Unis pour le Développement International)
VIH-SIDA	Virus d'immunodéficience humain/Syndrome d'immunodéficience acquis

Bibliographie

- Aghion P., Cohen E., 2004, *Education et croissance*, Conseil d'Analyse Economique, La Documentation française. Paris, 2004.
- Al-Samarra S., Bennell P., 2006, «Where has the education gone in Sub-Saharan Africa ? Employment and other outcomes among secondary school and university», MPRA Paper n°128.
- Ambert M., Chapelle K., 2003, «Education, Dualisme régional et développement économique : le cas de 14 Etats indiens entre 1970-1993», *Revue Région et Développement*, n° 17-2003.
- Amelewonou K., Brossard M., 2005, « Développer l'éducation secondaire en Afrique : Enjeux, contraintes et marges de manœuvre », UNESCO BRED A, Document présenté à l'atelier régional sur l'enseignement secondaire, 21-25 novembre 2005, Addis Abeba.
- Amelewonou K., Brossard M., Reuge N., 2003, « Atteindre la scolarisation primaire universelle au Sénégal, éléments d'analyse de la rétention », UNESCO-BREDA, Document de travail du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education, Dakar, mimeo.
- Amprou J., Chauvet L., 2004, « Efficacité et allocation de l'aide, revue des débats », AFD, *Note et Documents*, n°6, Paris.
- Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), 2005, « Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne », Document préparé pour la biennale de l'ADEA, Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003, Verspoor, Paris.
- Banque mondiale, 1993, *The East Asia miracle, Economic growth and public policy*, Oxford University Press for The World Bank, Washington DC.
- Banque mondiale, 2004, «Cost, Financing and School Effectiveness of Education in Malawi. A future of limited choices and endless opportunities», World Bank, *Working Papers Series Africa Region Human Development*, Washington DC.
- Banque mondiale, 2005, Indicateurs de développement dans le monde 2005, Washington DC.
- Banque mondiale, 2007, « L'enseignement secondaire en Afrique (SEIA), A la croisée des chemins : Choix en matière d'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne », Banque Mondiale, *Working papers Série Développement Humain de la Région Afrique*, Washington DC.
- Banque mondiale, 2007, *Development and the next generation*, World Development Report 2007, Washington DC.
- Barro R. J., 1991, «Economic growth in a cross section of countries», *The Quarterly Journal of Economics*, May 1991.
- Barro R.J., 2001, «Human Capital and Growth», *The American Review*, vol.91, n°2, May 2001.
- Baudelot C., Leclercq F., 2005, *Les effets de l'éducation*, République Française, Ministère de l'Education Nationale, Paris.
- Beine M., Docquier F., Rapoport H., 2006, «Brain drain and human capital formation in developing countries: winners and losers», *Université catholique de Louvain, Département des Sciences Economiques Working Paper*, n°2006023.
- Bennell P., 1996a, «Rates of Return to Education: Does the Conventional Pattern Prevail in Sub-Saharan Africa?», *World Development*, n°24, p. 183-199.
- Bennell P., 1996b, «Using and Abusing Rates of Return : A Critique of the World Bank's 1995 Education Sector Review», *International Journal of Educational Development*, n°16, p. 235-248.
- Bennell P., Sergerstrom J., 1998, «Vocational Education and Training in Developing Countries: Has the World Bank Got it Right?», *International Journal of Educational Development*, n°18, p. 271-87.
- Bernard J.-M., Simon O., Vianou K., 2005, *Le redoublement : mirage de l'école africaine ?*, PASEC/CONFEMEN, Dakar.
- Bernard J.M., Nkengne Nkengne A.P., Robert F., 2007, « La relation entre réformes des programmes scolaires et acquisitions à l'école primaire en Afrique : réalité ou fantasme ? L'exemple de l'approche par les compétences », *Les documents de travail de l'IREDU*, DT2007/4, CNRS-Université de Bourgogne, Dijon.
- Berthélemy J-C., Varoudakis A., 1995, « Clubs de convergence et croissance : le rôle du développement financier et du capital humain », *Revue économique*, année 1995, vol. 46, n°2, p. 217-235.
- Bigsten A., Isaksson A., Soderbom M., Collier P., Zeufack A., Dercon S., Fafchamps M., Gunning J.W., Teal F., Appleton S., Gauthier B., Oduro A., Oostendorp R., Patillo C., 2000, «Rates of return on physical and human capital in Africa's manufacturing sector», *Economic Development and Cultural Change*, n°48, p. 801-827.
- Bourdon J., 1999, « Eléments d'analyse de l'efficacité des systèmes éducatifs et de formation : Peut-on définir une lecture comparative sous l'angle qualitatif de la dépense éducative? », *Communication IDEP*, 21 et 22 juin 1999, Marseille.

- Bourdon J., 2007, «Jusqu'où peut-on comparer les apprentissages scolaires ?», *mimeo*.
- Bourguignon F., Leipziger D., 2006, *Aid, Growth, and Poverty Reduction : Toward a New Partnership Model*, World Bank, Washington DC.
- Bourguignon F., Sundberg M., 2006, *Aid Effectiveness : Opening the Black Box*, World Bank, Washington DC.
- Bressoux P., 2000, *Modélisation et évaluation des environnements et des pratiques d'enseignement. Habilitation à diriger des recherches*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- Brilleau A., Roubaud F., Torelli C., 2004, « L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA », *Dial Document de Travail*, DT 2004-06.
- Brossard M., Foko B., 2007, « Les acquisitions scolaires et la production d'alphabétisation de l'école primaire en Afrique : approches comparatives », UNESCO-BREDA, *Note thématique du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education*, n°2, Dakar.
- Brossard M., Foko B., 2007, *Coût et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone*, Banque mondiale, Série Développement Humain de la Région Afrique, Washington DC.
- Bruns B., Mingat A., Rakotomalala R., 2003, *Achieving universal primary education by 2015 : A chance for every child*, World Bank, Washington DC.
- Burnside C., Dollar D., 1997, «Aid, Policies, and Growth», *World Bank Policy Research Working Paper Series*, n°1777, Washington DC.
- Burnside C., Dollar D., 2000, «Aid, Policies, and Growth», *American Economic Review*, vol. 90(4).
- Caillods F., Keith L., 2001, *Financing secondary education in developing countries: strategies for sustainable growth*, IIEP, Paris.
- Card D., 1999, «The Causal Effect of Education on Earnings», in O. Ashenfelter and D. Card (eds), *Handbook of Labor Economics*, vol. 3a, p. 1801-1863, Netherlands : Elsevier Science Publishers BV.
- Casero P.A., Seshan G., 2006, «Public-Private Sector Wage Differentials and Returns to Education in Djibouti», *World Bank Policy Research Working Paper*, n°3923, Washington DC.
- Cerbelle S., Jarousse J.P., 2004, *Une évaluation des activités d'alphabétisation des adultes au Maroc*, Université Mohammed V Rabat-Souissi, CREFEME, Rabat.
- Clemens M., Radelet S., Bhavnani R., 2004, «Counting Chickens when they Hatch : the Short-term Effect of Aid on Growth», *Center for Global Development Working Paper*, n°44.
- Cogneau D., Naudet J.D., 2004, « Qui mérite l'aide : Egalité des Chances, Aide internationale et Réduction de la Pauvreté », *AFD, Notes et Documents*, n°7, Paris.
- Cogneau D., Bossuroy T., De Vreyer P., Guénard C., Hiller V., Leite P., Mesple-Soms S., Pasquier-Doumer L., Torelli C., 2006, «Inégalités et équité en Afrique», *AFD, Notes et Documents*, n°31, Paris.
- Coignard E., 2006, « Statistiques portant sur les deux universités nationales du Bénin », République du Bénin, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle, Cotonou.
- Coleman J.S., Campbell E.Q., Hobson C. J., McPartland J., Mood A.M., Weinfeld F.D., York R.L., 1966, *Equality of Educational Opportunity*, U.S. Government Printing Office, Washington.
- Conférence d'Abuja, 2006, *Financing for Development: The Abuja Commitment to Action Adopted at the Abuja Conference*, www.financingmdgsconference.org, Abuja, Nigeria.
- CREA, 2003, *Analyse socioculturelle de la demande d'éducation. Quelle école primaire désirent les populations du Sénégal ?*, Université Cheick Anta Diop, Dakar.
- Crouch L., Umansky, I., 2007, *Fast Track Initiative: Initial Evidence of Impact*, World Bank, Washington DC.
- Damiba A., 2005, « Revue des plans d'action nationaux d'éducation pour tous, pays francophones et lusophones d'Afrique et de la Guinée Equatoriale », *Background paper prepared for the EFA Global Monitoring Report 2006*.
- Deaton A., Benjamin D., 1988, «The Living Standards Survey and Price Policy Reform: a Study of Cocoa and Coffee Production in Côte d'Ivoire», *World Bank, LSMS Working Paper*, n°44, Washington DC.
- Dessus S., 2000, « Capital Humain et croissance : Le rôle retrouvé du système éducatif. » *Economie publique*, n°6.
- Dial, 2007, «Youth and labour markets in Africa», *Dial document de travail*, DT 2007-02.

- Docquier F., Marfouk A., 2006,
« La fuite des cerveaux entrave-t-elle la croissance européenne ? », *Regard économique*, n°43.
- Docquier F., 2006,
Brain drain and inequality across nations, FNRS and IRES, Université de Louvain, Belgique.
- Dragoset L., Vilhuber L., 2006,
«Schooling and Early Work Experience in Uganda», World Bank, in *Youth in Africa's Labor Market*, vol. II, Country Case Studies, Chapter 3, Washington, DC.
- Dreher A., Nunnenkamp P., Thiele R., 2006,
«Does aid for education educate children ? Evidence from panel data», *Duesternbrooker Weg 120, Kiel Working Paper*, n° 1290.
- Duflo E., 2005,
«Field Experiments in Development Economics», *Paper Prepared for the World Congress of the Econometric Society*.
- Duflo E., Hanna R., 2005,
«Monitoring Works : Getting Teachers to Come to School», *NBER Working Paper*, n°11880.
- Duru-Bellat M., 2006,
L'inflation scolaire : Les désillusions de la méritocratie, Editions du Seuil, République des Idées, Paris.
- Easterly W., Levine R., Roodman D., 2003,
«New Data, New Doubts : Revisiting Aid, Policies and Growth», *Center for Global Development Working Paper*, n°26, Washington DC.
- Ewoudou J., Vencatachellum D., 2006,
«An Empirical Analysis of the Rates of Returns to Education in Cameroon», *Communication at the CSAE Conference 2006*, Oxford.
- Fast Track Initiative, 2006a,
FTI Catalytic Fund Status Report, November.
- Fast Track Initiative 2006b,
Education Program Development Fund (EPDF) Summary Progress Report, November.
- FMI, 2005,
« Rendre l'aide efficace », *Finances et Développement*, Septembre, vol. 42, n°3, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2005/09/index.htm>.
- Fafchamps M., Söderbom M., Benhassine N., 2006,
«Job Sorting in African Labour Markets», *Centre for the Study of African Economies Working Paper*, WPS/2006-02, Oxford.
- Foko B., Brossard M., 2007,
« Couverture scolaire des années 1970 et impact sur la croissance économique entre 1970 et 2003 », UNESCO-BREDA, *Document de travail du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education*, Dakar.
- Foko B., Ndém A. F., Reuge N., 2007,
« L'efficacité externe de l'éducation au Sénégal : une analyse économique », UNESCO-BREDA, *Note pays du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education*, n°4, février 2007, Dakar.
- Foster A., Rosenzweig M., 1996,
«Technical Change and Human Capital Returns and Investments: Evidence from the Green Revolution», *American Economic Review*, n°86(4), p. 931-953.
- Fouda Ndjodo M., 2007,
« Cameroun : Evaluation des mécanismes de coordination et d'appui à l'éducation pour tous », *Etude de cas nationale réalisée pour la Revue des mécanismes de coordination et d'appui de l'EPT de l'UNESCO BREDA*, mimeo.
- Fredriksen B., 2007,
Report on Meeting of EPDF Task Force, March 8-9, 2007, Norway, Oslo.
- Gioan P. A., 2007,
Les leviers pour des politiques d'enseignement supérieur soutenables financièrement dans les pays francophones d'Afrique, Banque mondiale, Série Développement Humain de la Région Afrique, Washington DC.
- Girma S., Kedir A., 2005,
«Heterogeneity in Returns to Schooling: Econometric Evidence from Ethiopia», *Journal of Development Studies*, n°41(8), p. 1405-1416.
- Glewwe P., 1990,
«Investigating the Determinants of Household Welfare in Cote d'Ivoire», World Bank, *LSMS Working Paper*, n°71, Washington DC.
- Glewwe P., 1996,
«The Relevance of Standard Estimates of Rates of Return to Schooling for Education Policy : A Critical Assessment», *Journal of Development Economics*, n°51, p. 267-290.
- Glewwe P., 2002,
«Schools and Skills in Developing Countries: Education Policies and Socioeconomic Outcomes», *Journal of Economic Literature*, June 2002, n°40 (2), p. 436-482.
- Guillaumont P., Chauvet L., 2001,
«Aid and Performance: A Reassessment», *Journal of Development Studies*, n°37 (6), p. 66-92.
- Gurgand M., Duru-Bellat M., Mons N., Roché S., Blaya C., Debarbieux E., Vidal D., Cros F., 2004,
Quel est l'impact des politiques éducatives ? Les apports de la recherche, Commission du débat national sur l'avenir de l'école.
- Gurgand M., 1999, « Sait-on mesurer le rôle économique de l'éducation ? Confrontations des résultats empiriques micro et macroéconomiques », *Document de travail du CREST*.

- Hansen H., Tarp F., 2001, *Aid effectiveness disputed*, University of Copenhagen.
- Hanushek E., Kimko, D., 2000, «Schooling, Labor-Force Quality, and the Growth of Nations», *American Economic Review, American Economic Association*, vol. 90(5), p. 1184-1208.
- Hanushek E., Woessmann L., 2007, «The role of education quality for economic growth», World Bank, *Policy Research Working Paper Series*, n°4122.
- Harms P., Lutz M., 2004, «The Macroeconomic Effects of Foreign Aid : A Survey», *University of Saint Gallen Discussion Working Paper*, n° 2004-11.
- Hmamouchi A.C., 2005, *L'évaluation : le parent pauvre de l'enseignement supérieur*, <http://www.rdh50.ma/Fr/pdf/contributions/GT4-5.pdf>.
- Jamison D.T., Lau L.J., 1982, *Farmer Education and Farm Efficiency*, World Bank, Washington DC.
- Jarousse J.P., Mingat A., 1993, *L'école primaire en Afrique. Analyse pédagogique et économique*, L'Harmattan, Paris.
- Johnstone D. B., 2003, *Finance et accessibilité dans l'enseignement supérieur : Droits d'inscription et prêts aux étudiants en Afrique au sud du Sahara*, Etude de cas préparée pour la conférence régionale sur «Amélioration de l'enseignement supérieur en Afrique au sud du Sahara : ce qui marche ! », Université d'Etat de New York, Buffalo.
- Jolliffe D., 1998, «Skills, Schooling, and Household Income in Ghana», *World Bank Economic Review*, n°12, p. 81-104.
- Kahyarara G., Teal F., 2006, *General or Vocational Education? Evidences from the Returns to Education in Tanzanian Manufacturing Firms*, mimeo.
- Kazianga H. 2004, «Schooling Returns for Wage Earners in Burkina Faso: Evidence from the 1994 and 1998 National Surveys», *Economic Growth Center Discussion Paper*, n°892, Yale University, New Haven.
- Keith L., 2005, *Seeking secondary schooling in Sub-Saharan Africa: strategies for sustainable financing*, World Bank, *African Human Development Series*, Washington DC.
- Kellaghan T., Greaney V., 2004, *Assessing Student Learning in Africa*, World Bank, *Directions in Development*, Washington DC.
- Keller J., Nabli M., 2002, «The macroeconomics of labor market outcomes in MENA over the 1990's : how growth has failed to keep pace with a burgeoning labor market», *Egyptian Center for Economic Studies Working Paper*, n°71.
- Kremer M., 2003, «Randomized Evaluations of Educational Programs in Developing Countries: Some Lessons», *American Economic Review*, n°93(2), p. 102-106.
- Kuepie M., Nordman C. J., Roubaud F., 2006, «Education and Labour Market Outcomes in Sub-Saharan West Africa », *Dial Working Paper*, n°2006/16, Paris.
- Lassibille G., Tan J.P., 2005, «The Returns to Education in Rwanda», *Journal of African Economies*, n°14(1), p. 92-116.
- Le Houérou P., Taliercio R., 2002, « Les cadres de dépenses à moyen terme : du concept à la pratique. Enseignements préliminaires tirés de l'Afrique », Banque mondiale, *Série Document de travail de la Région Afrique*, n° 28, février 2002.
- Martin M.O., Mullis I.V.S., Chrostowski S.J., 2004a, *TIMSS 2003 Technical Report*, Chestnut Hill, MA: Boston College, Center for the Study of Testing, Evaluation, and Educational Policy.
- Martin M.O., Mullis I.V.S., Gonzalez E.J., Chrostowski S.J., 2004b, *TIMSS 2003 International Science Report: Findings From IEA's Trends in International Mathematics and Science Study at the Fourth and Eighth Grades*, Chestnut Hill, MA: Boston College, Center for the Study of Testing, Evaluation, and Educational Policy.
- Michaelowa K., Weber A., 2006, «Aid Effectiveness Reconsidered : Panel Data Evidence for the Education Sector», *HWWA Discussion Paper*, n°264.
- Michaud P.C., Vencatachellum D., 2003, «Human Capital Externalities in South Africa», *Economic Development and Cultural Change*, n°51(3), p. 603-628.
- Mignot A., 2002, *Rapport sur l'enseignement supérieur au Gabon*, http://www.cenarest.ga.refer.org/IMG/pdf/Rapport_Gabon.pdf
- Mincer J., 1974, *Schooling, Experience and Earnings*, National Bureau of Economic Research, New York.
- Mingat A., Suchaut B., 2000, *Les systèmes éducatifs africains : une analyse économique comparative*, De Boeck University.
- Mingat A., Tan J.P., 1996, «The full social returns to Education : Estimates based on country's economic growth performance », World Bank, *Human Development Working papers*, Washington DC.

- Mingat A., 2003,
« L'ampleur des disparités sociales dans l'enseignement primaire en Afrique : sexe, localisation géographique, et revenu familial dans le contexte de l'EPT », Banque mondiale, *Document de travail du Département Développement Humain de la Région Afrique*, juin, Washington DC.
- Mingat A., 2004,
Questions de soutenabilité financière concernant le développement de l'enseignement secondaire dans les pays d'Afrique subsaharienne, Banque mondiale, Série Développement Humain de la Région Afrique, Washington DC.
- Mosley P., Hudson J., Horrell S., 1992,
« Aid, the Public Sector and the Market in Less Developed Countries : A Return to the Scene of Crime », *Journal of International Development*, n°4(2).
- Mosley P., Hudson J., Horrell S., 1987,
« Aid, the Public Sector and the Market in Less Developed Countries », *Economic Journal*, n°97.
- Murimba S., 2003,
« Situation of learning achievement », ADEA, *Papier préparé pour la réunion biennale de l'ADEA*, Paris, décembre.
- Mwabu G., Schultz T. P., 1996,
« Education Returns across Quintiles of the Wage Function: Alternative Explanations for Returns to Education in South Africa », *American Economic Review*, n°86(2), p. 335-339.
- Nordman C.J., Roubaud F., 2005,
« Reassessing the Gender Wage Gap: Does Labour Force Attachment Really Matter? Evidence from Matched Labour Force and Biographical Surveys in Madagascar », *Dial Working Paper*, n°2005/06, Paris.
- Nordman C.J., Wolff F.C., 2007,
« Is there a Glass Ceiling in Morocco? Evidence from Matched Worker-Firm Data », *DIAL Working Paper*, n°2007/04, Paris.
- Obidegwu C., 2005,
« The Medium-Term Expenditure Framework: The Challenges of Budget Integration in SSA countries », World Bank, *Africa Region Working Paper Series*, n° 82.
- OCDE, 2002,
Education at a Glance, OCDE, www.oecd.org/els/education/eag2002, Paris.
- OCDE, 2004,
Learning for Tomorrow's World. First Results from PISA 2003 / Apprendre aujourd'hui, réussir demain - Premiers résultats de PISA 2003, OCDE, Paris.
- OCDE, 2006,
Regards sur l'éducation: les indicateurs de l'OCDE 2006, OCDE, Paris.
- OIT, 2002,
Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture, Gender and Employment Sector, Geneva.
- OIT 2004,
A Fair Globalization: Creating Opportunities for All, Report of the World Commission on the Social Dimension of Globalization, Geneva
- Packer S., 2006,
« Joint monitoring review missions in the education sector », *Background paper prepared for the Education for All Global Monitoring Report 2007*.
- Parent D., 2006,
« Youth Labor Market in Burkina Faso: Recent Trends », World Bank, in *Youth in Africa's Labor Market*, Vol. II Country Case Studies, Chapter 4, Washington DC.
- Pasquier-Doumer L., 2007,
« L'analyse globale des secteurs éducatifs africains par la méthodologie RESEN », UNESCO-BREDA, *Note thématique du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education*, n°3, avril, Dakar.
- Psacharopoulos G., Patrinos H.A., 2004,
« Returns to Investment in Education : A Further Update », *Education Economics*, n°12(2), p. 111-134.
- Raffinot M., Samuel B., 2006,
« Les cadres de dépenses à moyen terme : un instrument utile pour les pays à faible revenu ? », *STATECO*, n°100.
- Rapport d'Etat d'un Système Educatif National (RESEN), 2005a,
Le système éducatif de la République démocratique du Congo : Priorités et alternatives.
- Rapport d'Etat d'un Système Educatif National (RESEN), 2005b,
Éléments de diagnostic du système éducatif tchadien. Pour une Politique Educative Nouvelle.
- Rapport d'Etat d'un Système Educatif National (RESEN), 2005c,
Éléments de diagnostic du système éducatif malien : le besoin d'une politique éducative nouvelle pour l'atteinte des objectifs du millénaire et la réduction de la pauvreté.
- Rapport d'Etat d'un Système Educatif National (RESEN), 2006,
Le système éducatif congolais : diagnostic pour une revitalisation dans un contexte macroéconomique plus favorable, mimeo.
- Rapport d'Etat d'un Système Educatif National (RESEN), 2007b,
Éléments de diagnostic du système éducatif mauritanien, mimeo.
- Reuge N., 2004a,
« Mesurer l'avancée vers la scolarisation primaire universelle », UNESCO-BREDA, *Note méthodologique du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education*, n°1, août, Dakar.

- Reuge N., 2004b,
« Les profils de scolarisation », UNESCO-BREDA, *Note méthodologique du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education*, n°2, novembre, Dakar.
- Rowan B., Correnti R., Miller R.J., 2002,
«What Large-Scale Research Tells Us about Teacher Effects on Student Achievement: Insights from the Prospects Study of Elementary Schools», *Teachers College Record*, vol. 104, n°8, p. 1525-1567.
- Schultz T.P., 2004,
«Evidence of Returns to Schooling in Africa from Household Surveys : Monitoring and Restructuring the Market for Education», *Journal of African Economies*, n°13, p. 95-148.
- Siphambe H.K., Thokweng-Bawena M., 2001,
«The Wage Gap Between Men and Women in Botswana's Formal Labour Market», *Journal of African Economies*, n°10(1), p. 127-142.
- Söderbom M., Teal F., Wambugu A., Kahyarara G., 2006,
«Dynamics of Returns to Education in Kenyan and Tanzanian Manufacturing», *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, n°68(3), p. 261-288.
- Tarantino G.C., 2004,
Imputation, Estimation and Prediction using the Key Indicators of the Labour Market (KILM) Data Set, International Labour Organization, Employment Strategy Department, Geneva.
- Trostel P., Walker I., Woolley P., 2002,
«Estimates of the Economic Return to Schooling for 28 Countries», *Labour Economics*, n°9, p. 1-16.
- UNECA, 2005, *Economic Report on Africa 2005: Meeting the Challenges of Unemployment and Poverty in Africa*, Addis Abeba.
- UNESCO, 1998, «Vers un agenda pour l'enseignement supérieur : défis et tâches dans la perspective du XXI^e siècle à la lumière des Conférences régionales», *Document de travail de l'UNESCO*, ED-98/CONF.202/6, Paris.
- UNESCO, 2000,
Cadre d'action de Dakar : l'Education pour tous, tenir nos engagements collectifs.
- UNESCO, 2002,
Education pour tous : le monde est-il sur la bonne voie ?, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2002*.
- UNESCO, 2005,
Réforme de l'Enseignement Secondaire : Vers une convergence de l'acquisition des connaissances et du développement des compétences, UNESCO, Paris.
- UNESCO, 2007,
Un bon départ : Protection et éducation de la petite enfance, Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007.
- UNESCO BREDA, 2004,
Rapport d'activités en faveur de l'Education pour tous en Afrique sub-saharienne, Dakar.
- UNESCO BREDA, 2005,
Dakar+5 : Education Pour Tous en Afrique : Repères pour l'Action, UNESCO, Dakar.
- UNESCO BREDA, 2007,
« Evaluation des mécanismes de coordination de l'EPT au niveau national à partir d'une quinzaine d'études de cas », mimeo.
- UNESCO Bureau Multi Pays Mali, 2006,
« Aide mémoire Journées de réflexion sur les cadres partenariaux du 6 au 7 juin 2006 », mimeo.

